

MONDE

Cohabitation à la russe

L'élection de Medvedev relègue Poutine au poste de Premier ministre. La culture politique en Russie n'est pas habituée au partage du pouvoir...

L'élection, en forme de plébiscite, de Dmitri Medvedev à la présidence de la Fédération de Russie n'a pas été ni « libre », ni « juste » selon le commentaire du chef de la délégation des observateurs du Conseil de l'Europe qui avait fait le voyage, le Suisse Andreas Gross. Elle n'en est pas moins nette, plus de 70 % des voix avec une participation élevée. Décryptage de Thomas Gomart, directeur du programme Russie à l'IFRI :

- Comment doit-on analyser ce résultat ?

- Il marque une forte volonté de continuation, c'est le mot-clé. Pour le reste, en Russie, on désigne d'abord un président et ensuite on l'élite... Si Medvedev est élu au 1er tour, c'est la marque de la très forte popularité attachée à la personne qui l'a désigné, Vladimir Poutine.

- Est-ce un couple durable ?

- La grande inconnue, c'est le fonctionnement à venir de ce tandem. La logique des institutions, en Russie, est présidentialiste. Même s'il apparaît aujourd'hui comme un personnage terne, une créature de Poutine, Dmitri Medvedev aura à sa disposition, après la passation de pouvoirs, les attributs symboliques, les contacts internationaux, le pouvoir de domination et la maîtrise du calendrier, ce n'est pas rien... Et il aura

autorité sur les structures dites de force : ministère de l'Intérieur, de la Défense, Renseignement... Si l'on reste dans la configuration des institutions, le premier ministre russe a un pouvoir beaucoup plus limité que le premier ministre français par exemple.

Trois ans pour asseoir son pouvoir

- Poutine peut-il s'en satisfaire ?

- C'est peu probable. Est-ce qu'il va vouloir modifier la Constitution pour étendre son périmètre ? Il a dit qu'il ne le souhaitait pas. La certitude, c'est que la « diarchie » semble inappropriée au mode de fonctionnement de la Russie, d'une manière générale et de sa politique en particulier. Il est extrêmement difficile de déléguer de l'autorité en Russie... Rappelons que Vladimir Poutine, élu en mars 2000, ne disposait pas non plus de base politique et qu'il a mis à peu près trois ans à asseoir son pouvoir. Il faudra donc attendre pour voir si Medvedev a les ressources nécessaires pour suivre une voie similaire.

Le choix du pouvoir d'achat

- Vous souscrivez aux réserves émises par les observateurs du Conseil de l'Europe ?

- La campagne, telle qu'elle s'est déroulée, ne correspond pas aux critères d'une campagne à l'européenne... Il y a eu un contrôle très étroit des médias et un « matraquage » en faveur de Medvedev, les seuls leaders d'opposition un peu crédibles n'ont pas été autorisés à se présenter... Les notions de

pluralisme et d'alternance n'appartiennent pas encore à la culture politique russe. Mais si Kasparov ou d'autres s'étaient présentés, leur audience au sein de la population aurait été extrêmement limitée. Ils n'auraient pas empêché l'élection de Medvedev au 1er tour puisque celui-ci bénéficiait de la très forte popularité de Vladimir Poutine. Pour la population russe, l'amélioration de ses conditions de vie importe beaucoup plus que l'état des libertés publiques...

- Le concert de félicitations des responsables européens n'est-il pas un peu exagéré ?

- Il ne faut pas trop focaliser sur les félicitations, c'est la diplomatie ordinaire. Mais pour l'Union européenne, la Russie est un partenaire, difficile mais inévitable. Il y a un dialogue à nouer et des relations à approfondir. J'ai l'habitude de dire que la Russie est un régime un tiers démocratique, deux tiers autoritaire, mais ce n'est ni l'Ouzbékistan, ni la Chine. Propos recueillis par Philippe JARRASSÉ